

## 3 champs de compétence provinciale à privilégier en Haute-Yamaska

### À propos du revenu

Selon l'indice de développement des communautés (2011), le revenu personnel disponible des habitants de la Haute-Yamaska s'élève à 25 166\$, soit 4 030\$ plus faible qu'en Montérégie Est (29 196\$) ;

Le revenu personnel moyen est encore moins élevé à Warden (20 929\$) et dans le secteur du centre-ville de Granby (21 009 \$) et dans celui des Galeries de Granby (23 135 \$) ;

12,6% de la population de la MRC, soit 10 715 personnes, vit toujours sous le seuil du faible revenu (IDC, 2011) et ont de la difficulté à couvrir leurs besoins de base. Ce taux grimpe à 16,7% à Warden, à 16,8% à Waterloo, à 23,7% dans le secteur du Parc Horner et à 32,7% dans le centre-ville de Granby;

Selon Emploi Québec (Portrait du Marché du Travail en Haute-Yamaska), en 2008, on dénombrait 1 387 prestataires de l'aide sociale sans contrainte à l'emploi.

Actuellement, le montant minimal à l'aide sociale est de 7248 dollars par année, soit moins de 50% du montant estimé nécessaire pour subvenir à ses besoins de base (environ 15 000\$).

À la demande du GASP, le député provincial de Granby a déposé à l'Assemblée nationale en février 2014, la pétition « Mesures visant à lutter contre la pauvreté » lancée par le GASP afin de demander au gouvernement provincial » Cette pétition visant à orienter les gouvernements dans leurs actions de lutte à la pauvreté, notamment pour augmenter le revenu des personnes les moins riches, améliorer l'accès aux services d'aide sociale et pour éviter la hausse des tarifs des services publics (Hydro-Québec, frais de scolarité, etc.) .

Plusieurs regroupements nationaux (Collectif pour un Québec sans pauvreté, FRAPRU, RSIQ, FCPASQ) ont qualifié d'insuffisantes les hausses du salaire minimum de 20 cents de l'heure et de l'aide sociale de 20\$ par mois.

## À propos du logement

Le Groupe actions solutions pauvreté a rappelé à maintes reprises le déficit en logements sociaux à Granby ;

Avec une proportion de 5 logements sociaux par 1000 habitants, Granby se positionne 20e et dernière par rapport à 19 autres villes de taille similaire ;

Selon l'analyse du GASP, Granby devrait doubler l'offre de logements sociaux selon la cible de 600 unités pour répondre minimalement aux demandes localement ;

373 personnes sont toujours sur la liste d'attente de l'OMH de Granby en vue d'accéder à un logement social ;

Avec une liste d'attente de 1134 personnes (soit 28,2 personnes par 10 000 habitants) à l'OMH de Laval, Nicolas Borne, conseiller municipal et président du CA de l'OMH de Laval, a envisagé de faire la demande au gouvernement provincial afin d'accorder à la Ville de Laval le statut de Ville mandataire en matière de logements sociaux et qu'avec une proportion de 58,8 personnes par 10 000 habitants, Granby a proportionnellement une liste d'attente deux fois plus longue ;

## À propos de l'itinérance

Les ressources en itinérance et en aide alimentaire de la Haute-Yamaska et partout à travers la province constatent une détérioration importante du phénomène;

Nous notons une augmentation de 16% des demandes à la Halte-Crise d'Entr'elles entre 2011 et 2012, de 60% de refus à l'Auberge sous mon toit entre 2011 et 2012 et de 39% d'achalandage pour de l'aide alimentaire de SOS Dépannage entre 2012 et 2013 ;

Le GASP a posé à maintes reprises des actions visant le maintien et la bonification de la Stratégie de lutte à l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral (appui du député fédéral en 2011, participation à de campagnes de lettres aux Ministres, etc.) ;

La Ville de Granby a appuyé le GASP, par voie de résolution unanime du Conseil municipal, dans sa demande d'adoption d'une politique nationale en matière d'itinérance ;

Le gouvernement provincial a lancé en février dernier une politique en itinérance et que les grandes villes semblent être fortement priorisées, évacuant ainsi des plus petites villes telles que Granby;

## Analyse des plateformes électorales

	Revenu (sécurité du revenu et salaire minimum)	Itinérance	Logement social
CAQ	Aucun engagement	Coalition Avenir Québec propose d'abolir les agences de santé afin de pouvoir envoyer plus de ressources directement dans les établissements de santé. Les organismes communautaires bénéficieront de cette restructuration du réseau de la santé. <b>Par contre, aucun chiffre n'a été avancé.</b> On annonce simplement une indexation au coût de la vie des organismes, mais les besoins se dégradent jusqu'à dix fois plus vite.	Aucun engagement
PLQ	Aucun engagement	Aucun engagement	Aucun engagement

	Revenu (sécurité du revenu et salaire minimum)	Itinérance	Logement social
PQ	<p>Mettre en œuvre le plan d'action gouvernemental « Vers des régimes de retraite équitables et durables », afin d'assurer la pérennité des régimes à prestations déterminées; étudier diverses options pouvant améliorer le sort des personnes retraitées;</p>	<p>Prévenir et contrer l'itinérance en déployant <b>notre politique nationale de lutte à l'itinérance et un plan d'action en la matière.</b></p> <p><u>5 axes de la politique :</u>  Le logement  Services de santé et services sociaux  Revenu  Éducation, insertion sociale et insertion socioprofessionnelle  Cohabitation sociale et enjeux liés à la judiciarisation</p> <p>Mesures incluses au budget présenté le 20 février 2014 :</p> <p><b>3 250 logements sociaux seront construits, dont 500 pour les personnes en situation d'itinérance</b>  <b>120 millions de dollars sur trois ans pour soutenir la mission globale des organismes communautaires</b>  somme additionnelle <b>de 6 millions de dollars pour des services de proximité</b> aux personnes en situation d'itinérance, principalement en santé mentale et en soutien communautaire</p> <p><b>Élaborer un plan d'action interministériel 2014-2019.</b></p>	<p><b>ASSURER L'ACCÈS À UN TOIT</b>  L'accès à un toit constitue un enjeu majeur pour de nombreux Québécois et pour les familles. Nous sommes déterminés à :</p> <p>Doter le Québec d'une nouvelle <b>politique d'habitation</b> qui élaborera des réponses adaptées et coordonnées aux besoins nouveaux en matière de logement, notamment ceux en lien avec l'alourdissement des clientèles, les structures familiales en mutation, les quartiers centraux anciens et plus denses, les défis intergénérationnels, les problématiques régionales, le maintien et la rénovation des actifs, l'aide aux familles et aux personnes, et l'accès aux logements;</p> <p>Réaliser la <b>construction de 15 000 logements abordables au cours des 5 prochaines années et s'assurer de leur juste répartition sur le territoire québécois;</b></p> <p>Soutenir la construction de <b>logements sociaux pour des personnes en situation d'itinérance;</b></p> <p>Venir en aide aux propriétaires de maisons affectés par différents problèmes de contamination, comme la pyrrhotite.</p>

	Revenu (sécurité du revenu et salaire minimum)	Itinérance	Logement social
QS	<p>Un régime universel d'allocations familiales; Des prestations pour les familles à faible revenu ou à besoins particuliers;</p> <p>Québec solidaire augmentera le salaire minimum pour qu'il corresponde au seuil de faible revenu.</p> <p>Pour éliminer la pauvreté, Québec solidaire remplacera l'aide sociale par un revenu minimum garanti (RMG). Ce revenu attribué à toutes les personnes admissibles, quelle que soit leur situation,</p> <p>a. sera d'abord fixé à 12 600 \$ et augmentera peu à peu par la suite; b. comblera la différence entre les revenus d'une personne et 12 600 \$; c. sera versé sur une base individuelle aux personnes de 18 ans et plus; d. au début, les étudiant-es ne recevront pas le RMG, mais, par la suite, il remplacera aussi l'aide financière aux études.</p>	<p>Politique globale en itinérance, incluant les autochtones en milieu urbain.</p> <p>Notamment, cette politique :</p> <p>A. allouera les budgets suffisants pour intervenir dans tous les domaines pertinents, y compris le droit de toute personne à circuler et à vivre librement dans les villes (le « droit de cité »); B. luttera contre la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance; C. obligera les différents ministères :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à étudier l'impact de leurs mesures sur les personnes les plus vulnérables,</li> <li>• à s'assurer que personne n'est exclu des programmes proposés.</li> </ul>	<p>Pour assurer à tous et toutes l'accès à un logement, Québec solidaire :</p> <p>a. réalisera la construction écologique de 50 000 logements sociaux pour toutes les catégories de la population; Pour Granby et Cowansville. Sur les 50 000 logements sociaux en cinq ans, 430 logements pourraient être réalisés à Granby et 70 à Cowansville. Cette répartition est faite en fonction du nombre de ménages locataires consacrant plus de 50 % de leur revenu en loyer.</p> <p>b. en région rurale, facilitera l'accès à la propriété individuelle et collective; c. financera suffisamment la Régie du logement et établira des délais raisonnables pour le traitement des causes des locataires; d. créera un registre national des baux; e. luttera contre la spéculation immobilière et foncière qui fait monter le coût du logement.</p>

## Des pistes de solution

### Sur le revenu...

#### Des orientations liées à une meilleure couverture des besoins de base :

- ✓ Éviter toute hausse de tarification universelle et de privatisation des services publics afin de garantir l'accès aux personnes à plus faible revenu ;
- ✓ Rehausser le salaire minimum à 11,47\$ de l'heure et sa révision annuelle ;
- ✓ Rehausser l'aide sociale afin que chaque personne aient, sans contrainte, 918\$ par mois ;
- ✓ Mettre fin aux catégories à l'aide sociale ;
- ✓ Maintenir l'allocation pour contraintes temporaires à l'emploi pour les personnes âgées de 55 à 57 ans et les couples avec un enfant de moins de 5 ans
- ✓ Faciliter l'accès aux agents des bureaux d'aide sociale ;
- ✓ Abolir la taxe santé ;
- ✓ Maintenir le gel des tarifs d'Hydro-Québec et des frais de scolarité.

Secteurs de la ville de Granby affichant une proportion plus élevée de locataires et de personnes consacrant plus de 30 % de leur revenu au loyer.

Secteurs	Proportion de locataires	Proportion de la population consacrant plus de 30% du revenu au logement
Parc Horner	65%	36.5%
Centre-Ville	81%	43.7%
Galleries	66%	40.1%
Aréna/L'envolée	60%	24.2%
Lac Boivin	62%	25.5%

## Sur le logement...

- ✓ Investir massivement dans le logement social et abordable, que ce soit en infrastructures ou via les Programmes de supplément au logement (PSL), intervention efficace et rapide.
- ✓ Instauration de mesures de contrôle du prix des logements locatifs.
- ✓ Favoriser le logement abordable est un moyen pour diminuer la proportion du revenu consacrée au logement, notamment pour les propriétaires affectant plus de 30% de leur revenu à ce poste budgétaire.
- ✓ Développer des moyens afin d'aider les personnes vieillissantes à demeurer dans leur domicile aussi longtemps qu'elles le désirent;
- ✓ Financer la mise sur pied d'un organisme d'aide et de défense des droits collectifs pour les locataires en Haute-Yamaska.
- ✓ Poser des actions afin que la SHQ se dote de mesures plus flexibles quant à l'investissement minimal demandé aux petites municipalités de moins de 5 000 habitants.
- ✓ Accorder de façon prioritaire les logements adaptés par la subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL) aux personnes ayant des limitations fonctionnelle;



## Sur l'itinérance...

- ✓ Donner suite à la Politique nationale en itinérance adoptée en février 2014 à l'aide d'un plan d'action incluant suffisamment de financement pour répondre aux besoins qui sévissent en région ;
- ✓ Que les mesures liées à la judiciarisation soient ne soient pas déployées uniquement dans les grands centre urbains ;
- ✓ Au niveau local, le Comité itinérance Haute-Yamaska a identifié les besoins suivants comme étant hautement prioritaires: 1) Consolidation des services existants grâce à du financement récurrent ; 2) Accueil de nuit/ Service d'urgence; 3) Service alimentaire; 4) Logement social et logement social supervisé; 5) Suivi communautaire (ex : travail de rue, accompagnement adapté, etc.) ;